



Communiqué de presse du 9 mars 2009

## **Le conseil fédéral n'a rien appris : 13 hommes dans le comité d'experts nommé par le Conseil fédéral pour résoudre la crise autour du secret bancaire !**

**Selon plusieurs études menées dernièrement, plus une entreprise compte de femmes cadres, moins son cours en Bourse a baissé depuis le début de l'année. Or, visiblement, le Conseil fédéral n'a pas connaissance de ces états de faits en nommant 13 experts, tous masculins, pour répondre à la désastreuse situation dans laquelle les dirigeants d'UBS, du Département des finances et de l'Association suisse des banquiers, nous ont mené-e-s. Cela suffit ! Les Femmes socialistes exigent des quotas pour toutes les instances dirigeantes économiques et politiques.**

« Alors que des hommes exclusivement (cf. la direction d'UBS, du Département des finances et l'Association suisse des banquiers !) sont responsables du désastre actuel autour du secret bancaire, notamment parce qu'ils ont mené une politique irresponsable en défendant l'évasion fiscale, des hommes exclusivement devraient arranger la situation ! C'est un non-sens » déclare la Conseillère aux Etats genevoise Liliane Maury Pasquier.

« Si la moitié de l'humanité n'avait pas été oubliée dans les instances dirigeantes, la crise financière n'aurait peut-être pas eu lieu » titrait le *Matin* du Dimanche du 8 novembre 2008 déjà. Et le *Tagesanzeiger*magazin d'ajouter le 7 mars 2009 : « Le pouvoir financier en mains de femmes ! » Les femmes, facteur de résistance à la crise boursière ? Contrairement à ce que le Conseil fédéral semble penser, on peut sans hésiter répondre à cette question par l'affirmative.

Plusieurs responsables économiques l'ont d'ailleurs compris : aujourd'hui, l'un des enjeux clés consiste à intégrer la mixité au management comme gage de réussite pour l'entreprise. Le fait que le Conseil fédéral renonce à intégrer des femmes dans son comité d'experts démontre le peu d'estime qu'il a des femmes d'une part et son manque de capacité d'apprendre de la crise. Celles et ceux qui pensent pouvoir trouver de nouvelles solutions avec les vieilles figures masculines ne vont pas réussir à convaincre du fait qu'ils prennent la situation réellement au sérieux.

Une raison de plus d'exiger des quotas pour les instances dirigeantes, aussi bien économiques que politiques.